

La Libre Belgique 23.2.93

Intervention française accrue au Rwanda

Importants débarquements d'armes à Kigali.
Il n'y a pas eu de massacre à Rebero, nous dit un religieux

Il est faux que 500 civils aient été massacrés par la guérilla rwandaise mercredi dernier dans le camp de déplacés de Rebero, comme l'affirmaient vendredi « des sources proches de l'état-major des forces armées rwandaises » à l'agence France Presse.

La Libre Belgique a pu interroger un religieux qui s'est rendu mercredi dernier, jour du supposé massacre, dans le camp de Rebero qui avait déjà été évacué par ses occupants. « Le camp était absolument vide », nous a expliqué ce religieux. « Je suis allé jusqu'au bout pour en être sûr : il n'y avait plus personne - et pas de cadavres. Pendant que nous chargions un véhicule, on a tiré dans ma direction. J'ai pensé qu'il s'agissait d'une balle perdue mais un peu plus tard c'est une roquette qui a explosé non loin de l'auto. Le lendemain, deux autres personnes se sont rendues au camp de Rebero et elles n'y ont trouvé personne non plus ».

Ce religieux signale cependant que le lundi 15, soit deux jours avant le prétendu massacre de Rebero, au camp de Nyagihanga (commune de Bwisige), « le FPR a tué une vingtaine de personnes - surtout des vieux - à l'arme blanche ».

ARMEE. Comme d'autres informateurs, notre interlocu-

teur nous a signalé un grand nombre de déserteurs de l'armée gouvernementale, reconnaissables au fait qu'ils « tournent le dos au front », explique notre interlocuteur. « On les voit en train de boire, de piller... Ils chassent les gens, volent, tuent. Il y a même des officiers parmi eux. C'est un problème au moins aussi grave que le FPR. Et tout le monde le sait, même l'armée française qui les a vus à l'œuvre ».

Plusieurs observateurs s'inquiètent du rôle joué par Radio Rwanda, « très partisane, qui incite à la peur et la haine. Vous pensez bien qu'annoncer des massacres non vérifiés provoque la terreur parmi la population ». Certains, notamment des religieux, craignent que cette propagande fasse partie d'un « plan » destiné, par exemple, « à justifier une intervention française massive » au Rwanda.

HERCULES. L'armée rwandaise est notoirement démoralisée, en proie à des luttes de factions - et donc affaiblie devant l'offensive du FPR. Celui-ci affirme que des soldats français, aux débuts de l'attaque de la guérilla (qui a commencé le 8 février dernier), se sont battus aux côtés de l'armée rwandaise, contrairement à ce que prévoit la mission officielle des troupes envoyées par Paris : assurer la sécurité des

communautés expatriées - et exclusivement ceci. La France a nié l'implication de ses soldats dans des combats mais on pense généralement que sans aide française, l'armée rwan-

daise ne pourrait pas résister à l'offensive du FPR.

Marie-France CROS.

(Voir suite en page 4)



Comme en 1990, les soldats français débarquent à Kigali. Mais leurs intentions sont-elles toujours uniquement humanitaires ?

La Libre Belgique
23-2-93

Les Français au Rwanda...

(Voir début en page 1)

Selon nos informations, des munitions ainsi que des mortiers et des canons étaient déchargés à l'aéroport de Kigali, lundi matin, sous la surveillance de soldats français. Depuis vendredi dernier, une série d'avions militaires Hercules effectuent le même travail : quinze d'entre eux ont été comptés par un témoin oculaire - sans compter d'autres arrivées entendues de nuit ou survenues dimanche, alors que ce témoin n'était pas présent.

CHAMP DE BATAILLE.

Ces préparatifs qui semblent annoncer une intervention française importante inquiètent et rassurent à la fois la capitale. Ils inquiètent parce qu'ils laissent présager d'importants affrontements, et rassurent parce que Kigali craignait d'être conquise par le FPR.

Cela dit, d'aucuns redoutent maintenant que les préparatifs en cours n'accélèrent une offensive FPR contre la capitale - afin de la conquérir avant que les Français ne soient prêts. Un nombre grandissant d'habitants de Kigali passent désormais la nuit hors de la ville et n'y reviennent que pour travailler.

BUJUMBURA. Enfin, la diplomatie n'a pas perdu ses droits. Une rencontre entre les partis au gouvernement et le FPR était attendue mardi à Bujumbura, la capitale du Burundi voisin, mais les délégations n'étaient pas encore en route lundi après-midi. Il s'agit de préparer une réunion entre guérilla et gouvernement rwandais à Dar es Salaam (Tanzanie) pour le début mars, afin de tenter de s'accorder sur un cessez-le-feu.

Selon nos informations, les partis vont écouter les exigences de la guérilla (principalement le départ des troupes françaises et le jugement des responsables de massacres provoqués par le parti du président Habyarimana, le MRND et son allié la CDR) et poser les leurs : des garanties qu'il n'y aura plus d'attaques meurtrières du FPR, afin que les partis puissent s'engager à tenter de convaincre la population que la paix civile est possible.

Marie-France CROS.